

Unité départementale de la Vendée
Cité TRAVOT - 10 Rue du 93E Régiment d'Infanterie
85000 La Roche sur Yon

La Roche sur Yon, le 21 Avril 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28/02/2023

Contexte et constats
Publié sur  **GÉORISQUES**

SAITEC

ZI - 5 boulevard Pascal
BP 177
85300 Challans

Références : D23.0151

Code AIOT : 0006301185

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/02/2023 dans l'établissement SAITEC implanté ZI - 5 boulevard Pascal BP 177 85300 Challans.

L'inspection a été annoncée le 17/02/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Le contrôle vise à vérifier que l'arrêté de mise en demeure du 04 mars 2021 est respecté. A cette occasion, la situation administrative de l'installation au regard de la nomenclature en vigueur est examinée. Cette inspection s'inscrit en outre dans le cadre de l'action régionale relative à la gestion de crise, en contrôlant que l'exploitant respecte l'article 49 de l'arrêté ministériel du 04 octobre 2010 (état des stocks).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SAITEC
- ZI - 5 boulevard Pascal BP 177 85300 Challans
- Code AIOT : 0006301185
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : En cours de mise à jour

La société SAITEC est autorisée par arrêté préfectoral du 5 février 2001 à produire de produits en mousse expansée à façon sur son site de Challans. Le site emploie environ 60 personnes.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Suivi de la mise en demeure
- Prévention des incendies (action régionale 2023 : suivi de l'état des stocks)

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension,...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Etat des matières stockées	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
4	Gestion des stockages extérieurs de matières plastiques	Arrêté Préfectoral du 05/02/2001, article 3.3.3	/	Sans objet
5	Capacités de rétention	Arrêté Préfectoral du 05/02/2001, article 4.4.4	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 05/02/2001, article 2.1	/	Sans objet
2	Respect de la mise en demeure du 4 mars 2021	AP de Mise en Demeure du 04/03/2021, article 1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le contrôle a permis de constater que la mise en demeure du 4 mars 2021 était respectée.

Néanmoins il est apparu que les conditions de stockage de produits et des déchets sur le site devaient être améliorées, et que l'exploitant devait rapidement être en mesure de disposer d'un état et de plan des stocks à jour permettant l'intervention du SDIS en cas de sinistre. L'arrêté préfectoral est en outre obsolète et doit être actualisé.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/02/2001, article 2.1
Thème(s) : Situation administrative, Installations autorisées
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : La liste des activités classées est :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Fabrication de matières plastiques, la capacité de production (15 t/j) étant supérieure à 1 t/j. 2660.1°. Autorisation - Stockage de matières plastiques, le volume de stockage (7 500 m³) étant supérieur à 200 m³ 2662.2°.a Autorisation - Emploi et stockage de préparations toxiques liquides telles que définies à la rubrique 1000, La quantité présente dans l'installation (44 t) étant comprise entre 10 et 200 t. 1131.2°.b. Autorisation - Emploi et stockage de diisocyanate de diphénylméthane, la quantité présente dans l'installation (139 t) étant comprise entre 20 et 200 t. 1158.2°. Autorisation - Conditionnement et mise en œuvre d'hydrocarbures halogénés, la quantité présente dans l'installation (46 m³) étant supérieure à 800 l. 1185.1°.a. Autorisation - Emploi ou réemploi de matières plastiques par procédé mécanique, la quantité de matière traitée (10 t/j) étant comprise entre 2 et 20 t/j. 2661.2°.b. Déclaration - Dépôt de liquides inflammables, le volume total équivalent (82 m³) étant compris entre 10 et 100 m³ 253/1430 Déclaration - Emploi de liquides organohalogénés pour le nettoyage, la quantité susceptible d'être présente dans l'installation (600 l) étant comprise entre 200 et 1 500 l. 1175.2°. Déclaration - Installation de réfrigération et de compression d'air d'une puissance absorbée totale (64,3 kW) comprise entre 50 et 500 kW. 2920.2°.b Déclaration - Atelier de charge d'accumulateurs la puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération (28 kW) est supérieure à 10 kW. 2925 Déclaration - Installation de mélange et d'emploi de liquides inflammables, la quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation (0,61 t) étant inférieure à 1 tonne. 1433 Non classable - Emploi ou réemploi de matières plastiques par procédé d'extrusion exigeant des conditions particulières de température et de pression. La quantité de matière traitée (500 kg/j) est inférieure à 1 t/j. 2661.1°. Non classable - Installations de combustion au fuel et au gaz naturel d'une puissance thermique maximale (973,2 kW) inférieure à 2 MW. 2910.A. Non classable - Emploi et stockage d'acide sulfurique à plus de 25 %, la quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation (5 t) étant inférieure à 50 t. 1611 Non classable
<p>Constats : Par courrier du 22 septembre 2016, l'exploitant a proposé le classement suivant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Fabrication de matières plastiques - 20 t/j – 2660 A - Transformation de polymères par tout procédé exclusivement mécanique (sciage,...) - 20 t/j - 2661 E - Stockage de polymères - 12 000 m³ - 2662 E - Stockage de Expancel microsphères - 0,15 – 1450 DC - Stockage Utilisation de Npentane/isopentane (70/30) - 4,07 - 4330 DC

L'exploitant ne s'est pas positionné sur la rubrique 3410 (IED) qui vise la fabrication en quantité industrielle par transformation chimique ou biologique de produits chimiques organiques, tels que :

- a) hydrocarbures simples (linéaires ou cycliques, saturés ou insaturés, aliphatiques ou aromatiques)
- b) hydrocarbures oxygénés, notamment alcools, aldéhydes, cétones, acides carboxyliques, esters, et mélanges d'esters, acétates, éthers, peroxydes et résines époxydes
- c) hydrocarbures sulfurés
- d) hydrocarbures azotés, notamment amines, amides, composés nitreux, nitrés ou nitrates, nitriles, cyanates, isocyanates
- e) hydrocarbures phosphorés
- f) hydrocarbures halogénés
- g) dérivés organométalliques
- h) matières plastiques (polymères, fibres synthétiques, fibres à base de cellulose)
- i) caoutchoucs synthétiques
- j) colorants et pigments
- k) tensioactifs et agents de surface.

Or cette activité (h) est déclarée par l'exploitant en 2660 et exercée au plan commercial.

A ce titre, elle doit être considérée comme exercée au bénéfice des droits acquis et reprise dans le projet d'acte mettant à jour la liste des activités du site.

Observations : Un projet d'APC mettant à jour l'article 1 de l'arrêté d'autorisation est proposé en annexe de ce compte-rendu de façon à prendre en compte le classement IED du site et mettre à jour certaines prescriptions.

L'attention de l'exploitant est attirée sur le fait que les conclusions sur les MTD pour les systèmes communs de gestion et de traitement des gaz résiduels dans le secteur chimique (WGC) ont été publiées le 12 décembre 2022.

La publication de ces conclusions déclenche par conséquent le réexamen des conditions d'exploitation de vos installations (cf. articles 2 et 4.1 du projet d'APC ci-joint). Les conclusions sur les MTD du BREF WGC devront être mises en œuvre sur votre site, au plus tard dans un délai de quatre ans suivant la date de publication, à savoir le 12 décembre 2026.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Respect de la mise en demeure du 4 mars 2021

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 04/03/2021, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, Risques incendie et pollution
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La société SAITEC exploitant une installation de transformation de matières plastiques sise ZI – 5, Boulevard Pascal sur la commune de Challans est mise en demeure de respecter les dispositions des articles : - 6.1.4, 8.1.2 et 8.1.5 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 01- DRCLE -1-62 du 05 février 2001 ; - R. 543-26 du code de l'environnement, en : - justifiant que les quantités de déchets présentes sur le site respectent l'article 6.1.4 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 01- DRCLE -1-62 du 05 février 2001 qui limite la quantité de déchets présente sur le site à : <ul style="list-style-type: none">. 20 tonnes de déchets spéciaux en fûts ;. 100 m³ en silos de mousses broyées sous forme de poudre ;. 100 m³ de déchets banals en mélanges en bennes ; et en évacuant et en éliminant le surplus dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté ; - fournissant un résultat d'analyse de la teneur en PCB du transformateur 1988 susceptible d'être pollué aux PCB dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté conformément à l'article R. 543-26 du code de l'environnement ; - justifiant du caractère fonctionnel et adapté (seuil de LIE - Limite inférieure d'Explosivité) des explosimètres de : <ul style="list-style-type: none">. l'atelier de fabrication de la mousse formophénolique ;. la fabrication de la mousse polyuréthane à cellules ouvertes (type pique fleurs). dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêt conformément à l'article 8.1.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 01- DRCLE -1-62 du 05 février 2001 ; - justifiant le bon état des installations électriques dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté par exemple en transmettant un nouveau Q18 conformément à l'article 8.1.5 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 01- DRCLE -1-62 du 05 février 2001 ne mentionnant plus de risque d'incendie et d'explosion.
Constats : Il est constaté que l'exploitant respecte les articles suivants : - 6.1.4 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 01- DRCLE -1-62 du 05 février 2001, en respectant les quantités de déchets autorisés sur site. Néanmoins le stockage de déchets fait l'objet de non conformités relevées aux points de contrôle 3 et 4 du présent compte-rendu. - 8.1.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 01- DRCLE -1-62 du 05 février 2001, en disposant d'explosimètres adaptés : les éléments justifiant du respect de cette prescription ont été consultés en inspection et transmis par courriel du 22 mars 2023. Ont ainsi été vus par sondage : en inspection les rapports OLHAM du 15 juin 2022 et du 7 décembre 2022 portant sur la vérification des détecteurs et des asservissements, et postérieurement à l'inspection, le rapport d'intervention de la société TELEDYNE justifiant de l'asservissement de la ventilation de la chaîne de production pique-fleurs à la détection pentane. - 8.1.5 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 01- DRCLE -1-62 du 05 février 2001, en disposant d'un Q18 ne mentionnant plus de risques d'incendie et d'explosion : les éléments justifiant du respect de cette prescription ont été consultés en inspection et transmis par courriel du 02 mars 2023. Ont ainsi été vus par sondage : les rapports DEKRA de contrôle périodique partiel des installations électriques (rapport 11079246-2201) et le rapport de visite initiale partielle (rapport D6930797-2201) effectuée suite au changement du transformateur. - R. 543-26 du code de l'environnement, en ayant transmis un résultat d'analyse du transformateur de 1988 : le rapport d'analyse de TGBT France N°2660221 qui conclut que la teneur en PCB du

transformateur N°463 est inférieur à 50 PPM, justifiant du respect de cette prescription, a été transmis par courrier du 19 février 2021.

Observations : La mise en demeure est considérée respectée. Il est apparu néanmoins que le parc à déchets n'était pas rangé, et les déchets pas toujours identifiables. Ces constats font l'objet de non-conformités relevées aux points de contrôle 3 et 4 du présent compte-rendu.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Etat des matières stockées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49

Thème(s) : Risques accidentels, Etat des matières stockées

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

Les dispositions du présent article sont applicables à l'ensemble des installations relevant du régime de l'autorisation.

L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.

L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent ou tout autre document équivalent.

Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires.

Constats : L'exploitant dispose d'un plan ETARE établi avec les pompiers avec les quantités maxi de produits stockés, ainsi qu'un plan de ses stockages de produits semi oeuvrés avec des quantités maximales à stocker.

Il est constaté que :

- 1) Les plans existants ne tiennent pas compte des produits et en-cours stockés à l'intérieur du site ni des déchets entreposés sur le parc à déchets.
- 2) Les quantités réelles de produits et déchets présents ne sont pas connues.
- 3) il n'est pas possible de faire le lien entre les plans de stockage, les produits stockés et les fiches de sécurité correspondant aux produits stockés.

Dans ces conditions, la prescription n'est pas respectée.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Gestion des stockages extérieurs de matières plastiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/02/2001, article 3.3.3

Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des incendies

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

Ces stockages sont strictement limités au stockage des mousses de blocs polyuréthannes sur la dalle étanche prévue à cet effet ainsi qu'au stockage des rebus en attente de broyage et aux déchets de mousses en bennes en attente d'évacuation.

L'organisation suivante est mise en œuvre pour le stockage :

- une allée de 5 mètres de large sépare la zone de stockage du bâtiment,
- une allée centrale parallèle aux bâtiments de 5 mètres est présente,
- les deux allées susvisées doivent permettre le passage éventuel des véhicules de secours,
- le stockage est réalisé en îlots de stockage ayant une hauteur maximale de 3 mètres et une superficie maximale de 700 m²,
- une allée complémentaire transversale de 3 mètres est présente,
- un marquage au sol visualise les flots de stockage et les allées,
- les stockages sont éloignés d'au moins 5 mètres des cuves de pentane,
- les dispositions nécessaires sont mises en œuvre pour assurer la stabilité de chacun des stockages en périodes de vents forts (mise en place de filets de protection si nécessaire).

Constats : Lors de la visite du site, il a été constaté que ces dispositions n'étaient pas respectées.

En particulier, certaines matières sont stockées en îlot de 1231 m², au lieu de 700 m², et d'autres sont stockées à moins de 5 mètres de la cuve pentane.



En outre les rebus de mousses en attente de broyage ou d'évacuation entreposées au niveau du parc à déchets (zone en contrebas) sont stockées sans aucune précaution vis-à-vis des risques d'envol.



La prescription n'est pas considérée respectée.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Capacités de rétention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/02/2001, article 4.4.4

Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des pollutions

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux où des sols est associé à une capacité de rétention, de volume au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir
- 50 % de la capacité globale des réservoirs associés

Pour le stockage de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 200 litres, la capacité de rétention doit être au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts, * dans les - autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts,
- dans tous les cas, 800 litres minimum ou égal à la capacité totale lorsque celle là est inférieure à 800 litres.

(...)

Constats : Lors de la visite du site, il a été constaté que ces dispositions n'étaient pas respectées. En particulier dans l'atelier de fabrication, des produits étaient stockés sans rétention :



Dans l'atelier premix l'exploitant n'était pas en mesure de justifier que les conditions de stockage permettaient d'éviter les incompatibilités chimiques. En outre tous les contenants n'étaient pas correctement identifiés.



La prescription n'est pas considérée respectée.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet